

INFO

BIRMANIE

Birmanie : un nouvel eldorado ? 10 idées reçues sur l'investissement

Janvier 2014



SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
I. 10 idées reçues sur les investissements en Birmanie	3
Idée reçue n°1 : L'ouverture de la Birmanie aux marchés extérieurs profite aux paysans !	3
Idée reçue n°2 : En Birmanie, les projets économiques profitent d'abord aux communautés locales.....	5
Idée reçue n°3 : La Birmanie s'ouvre : c'est le moment d'investir !	7
Idée reçue n°4 : En Birmanie, depuis la fin de la dictature, la corruption c'est fini !	9
Idée reçue n°5 : Avec le développement économique en Birmanie les conflits entre l'armée birmane et les minorités ethniques vont cesser.	11
Idée reçue n° 6 : Les violations des droits de l'homme en Birmanie n'ont rien à voir avec l'activité des entreprises !.....	13
Idée reçue n°7 : La construction de barrages et de gazoducs en Birmanie a facilité l'accès de la population à l'énergie.	15
Idée reçue n°8 : En Birmanie, l'arrivée d'investisseurs étrangers a amélioré les conditions de vie de la population	17
Idée reçue n° 9 : En Birmanie avec la fin de la dictature les droits des travailleurs sont enfin respectés !.....	18
Idée reçue n°10 : En Birmanie, lorsque le président s'engage devant la communauté internationale, il tient parole !.....	20
II. Exemples de projets industriels ayant un impact sur les droits de l'homme et l'environnement.	22
La zone économique spéciale de Dawei	22
Le projet Shwe Gas	24
La mine de Monywa	26
Total et le gazoduc de Yadana	27
CONCLUSION	29

INTRODUCTION

La Birmanie connaît actuellement un processus de démocratisation initié en mars 2011 par le Président birman Thein Sein. Salué par la communauté internationale pour ses réformes démocratiques, le régime birman a décidé d'attirer les capitaux étrangers en libéralisant ses règles d'investissement et en accordant des avantages fiscaux aux investisseurs étrangers.

Cette ouverture politique du régime birman a conduit de nombreux gouvernements occidentaux à réviser leurs positions à l'égard du pays et à lever la quasi-totalité des sanctions qui lui avaient été imposées. Alléchés par les perspectives financières, les gouvernements européens encouragent actuellement leurs entreprises à s'implanter sur le territoire birman. Le pays est décrit comme un eldorado à conquérir de toute urgence, avant que d'autres entreprises ne s'approprient tous les marchés. Lors de sa visite en Birmanie en juillet 2013, la Ministre du commerce extérieur français a par exemple fait part de son objectif de multiplier par dix les exportations à destination de la Birmanie, d'ici trois ans.

Depuis la libération d'Aung San Suu Kyi et l'avènement d'un gouvernement soi-disant civil, les médias comme les politiques saluent les efforts du gouvernement birman, en évitant d'aborder les violations des droits de l'homme encore en cours. Ainsi, l'impression qui domine aujourd'hui en Europe est que maintenant tout va bien en Birmanie.

Et pourtant... Derrière les avancées démocratiques et économiques affichées, la Birmanie n'est pas un État de droit et le pays détient toujours l'un des pires bilans au monde concernant les abus aux droits de l'homme. L'armée est largement impliquée dans les affaires publiques et économiques du pays et les violations des droits de l'homme, notamment par les autorités locales et l'armée, sont quotidiennes.

Dans sa résolution sur la Birmanie, adoptée par consensus le 21 mars 2013, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a notamment alerté sur « *les détentions arbitraires, les déplacements forcés, les confiscations de terres, les viols et autres formes de violence sexuelle, la torture et les traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi que les violations du droit international humanitaire* ».

En outre, l'impunité et la corruption généralisées empêchent l'application effective des droits des individus. Les violations de droits de l'homme liées à la terre, au travail, à l'accès à la justice ainsi qu'à la liberté d'expression et d'association sont fréquentes et sont, notamment ces derniers temps, souvent associées aux activités des entreprises.

En 2012, Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition birmane, a clairement exprimé sa position au sujet des investissements étrangers en Birmanie : « *Il n'est pas seulement question de potentiel en termes d'investissements, mais aussi le potentiel du pays à gérer ces investissements. Cela ne sert à rien d'avoir des lois sur l'investissement tant qu'il n'existe pas un système judiciaire solide, qui permet de s'assurer que les lois soient appliquées.* »

Enfin, il existe des liens directs entre développement d'infrastructures, exploitation des ressources naturelles, conflits armés et violations des droits de l'homme et de l'environnement. Il est ainsi primordial d'alerter les entreprises internationales sur les risques qu'elles s'appêtent à prendre et sur le contexte dans lequel elles envisagent de faire des affaires.

Info Birmanie souhaite rappeler que la Birmanie ne saurait être considérée simplement comme un pays où l'on peut exploiter à bas coût la main d'œuvre et piller ses ressources naturelles.

Plus que jamais, il est de notre devoir de combattre l'idée reçue qu'aujourd'hui tout va bien en Birmanie et que l'on peut investir sans se soucier du contexte et de la population birmane. Il est de notre devoir d'être vigilant afin de limiter l'impact négatif des investissements étrangers en Birmanie.

II- 10 IDÉES REÇUES SUR LES INVESTISSEMENTS EN BIRMANIE

**Idée reçue
n°1**

L'ouverture de la Birmanie aux marchés extérieurs profite aux paysans!



Depuis le début de la transition démocratique en 2011, 20 230 hectares de terres ont été confisqués aux paysans.

513 paysans sont actuellement poursuivis en justice pour avoir labouré la terre qui leur a été volée.

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

En Birmanie, toutes les terres appartiennent théoriquement à l'État, laissant les petits agriculteurs sans titres fonciers légaux. Au fil des ans, les entreprises ayant des liens avec le gouvernement militaire du pays ont été en mesure de saisir les terres des paysans et des villageois, la plupart du temps pour construire des projets industriels ou agricoles très lucratifs. Les nouvelles lois du gouvernement Thein Sein au pouvoir depuis 2011, ont légalisé la confiscation de terres par les autorités pour tout projet considéré d'«intérêt national», permettant au gouvernement d'utiliser tout terrain désigné comme «vacant». Les activistes parlent de 3,6 millions d'hectares déjà saisis par le gouvernement, les entreprises privées et l'armée. Il est donc à craindre, que l'ouverture de la Birmanie aux capitaux étrangers, n'accroisse le phénomène.¹

Enfin, les paysans qui se sont organisés pour protester pacifiquement contre la confiscation de leur terre, ont été les cibles d'arrestations et de harcèlement judiciaire. Plusieurs centaines d'entre eux sont en prison ou attendent toujours leur procès. Selon le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les droits de l'homme, rien qu'au mois de juin 2013 des poursuites pénales auraient été engagées à l'encontre de 149 paysans et militants.

¹ <http://www.voanews.com/content/burmese-investment-boom-fuels-worries-over-land-grabs/1530884.html>

Le développement rural et la protection de paysans devraient pourtant être prioritaires dans un pays où 40 millions de personnes (70 % de la population) vivent dans les zones rurales et sont dépendantes de leurs terres agricoles et des forêts.

Pour en savoir plus :

- Quel droit pour les paysans ? ([lire](#))
- Les paysans : les grands perdants d'une Birmanie en transition ([lire](#))
- DAWEI : un projet autant inéquitable qu'irresponsable ([lire](#))
- Une augmentation des cas de confiscation de terres directement liée à l'afflux d'investissements ([lire](#))
- Terres confisquées sous la junte et sous le gouvernement de Thein Sein ([lire](#))
- La Mine de cuivre de Monywa ([lire](#))

**Idée reçue
n°2**

**En Birmanie, les projets économiques
profitent d'abord aux communautés locales**



**4% du budget du pays est
alloué à l'éducation et 3% à
la santé.**

20% est réservé à l'armée.

**Les projets économiques
entraînent de graves violations
des droits de l'homme pendant
qu'une poignée de privilégiés,
notamment les militaires,
s'enrichissent.**

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

La Birmanie dispose d'atouts économiques importants, et en premier lieu ses ressources naturelles diversifiées et abondantes qui attirent de nombreux investisseurs. Toutefois, ces ressources, loin de profiter aux communautés locales, permettent surtout à une poignée de privilégiés de s'enrichir.

En effet, les projets de développement à grande échelle tels que les oléoducs, les routes, et les barrages détruisent l'environnement naturel et menacent les moyens de subsistance traditionnels des communautés locales. En contrepartie, celles-ci ne bénéficient que rarement des retombées positives promises comme la création d'emplois, l'accès à l'énergie et aux infrastructures locales, les projets de développement sociaux et régionaux, etc.

Les projets économiques se font même majoritairement au détriment des communautés locales puisqu'ils sont responsables de la destruction de milliers de villages et de déplacements massifs de population. La militarisation accrue pour sécuriser les projets est directement liée aux violations des droits de l'homme contre les populations locales. Les extorsions, les viols et violences sexuelles, le travail forcé et la confiscation des terres sont en effet souvent associés à la présence de militaires.

Enfin, Les revenus issus des projets économiques, notamment des projets extractifs, qui représentent à eux seuls plusieurs milliards de dollars, sont une manne financière très importante.² Cependant, cet argent n'est pas utilisé pour le développement du système de santé, classé parmi les plus défectueux au monde par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS - 2012), ni pour celui du système éducatif qui est largement défaillant, il est majoritairement détourné par le régime, les militaires et leurs proches ainsi que les investisseurs.

Ce système spolie l'ensemble de la population birmane des revenus des investissements et permet aux autorités militaires de réaliser des détournements d'argent d'une ampleur inédite.

Dans un contexte où le capitalisme de connivence est roi, les inquiétudes sont fortes quant à la manière dont les investissements étrangers contribueront au développement social du pays. Jusqu'à présent, la croissance économique du pays n'a en aucune façon profité à la population, du fait de l'absence de politique de partage des richesses, et plus globalement l'absence d'un État de droit.

Pour en savoir plus :

- « La société civile birmane est préoccupée par l'utilisation des ressources naturelles au détriment des communautés locales » ([lire](#))
- Les principaux risques liés aux investissements ([lire](#))
- L'exploitation des ressources naturelles en Birmanie doit être transparente et profiter aux populations locales ([lire](#))

² À titre d'exemple, sur la seule année 2008, Total a déclaré avoir versé aux autorités, au titre de sa participation dans le projet d'exploitation Yadana, la somme de 254 millions de dollars. Les investigations de l'ONG Earth Rights International chiffrent à plus de sept milliards la somme versée par Total aux militaires birmans entre 2000 et 2008.

Idée reçue n°3 La **Birmanie** s'ouvre : c'est le moment d'investir!

FAUX!



Le chemin vers la démocratie est encore long :

**25% des sièges du Parlement sont réservés à l'armée.
50% du territoire est interdit aux étrangers.**

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

Après des décennies de dictature militaire, les deux années de réformes et d'avancées démocratiques ne peuvent compenser le retard qu'a accumulé le pays depuis 1988. Ces lacunes concernent le niveau de développement et des infrastructures comme le système politique, économique et judiciaire birman.

Tout d'abord, la Birmanie manque d'infrastructures modernes et les services publics, notamment l'approvisionnement en électricité, sont peu fiables et de qualité très insuffisante. Les services de base ne sont pas assurés correctement : le niveau de l'éducation et de la santé sont le reflet d'une politique appliquée depuis des dizaines d'années, qui préfère réduire le budget des secteurs productifs plutôt que celui des dépenses militaires (qui représente environ 20% du budget de l'État).

Mais surtout, le gouvernement birman reste dominé par l'armée. 77% des sièges du Parlement sont occupés par des militaires ou des membres du parti issu de la junte militaire. 25% sont imposés par la constitution et les 52% restant ont été élus lors des élections de 2010 qualifiées de « mascarade » par la communauté internationale³.

³<http://www.altsean.org/Research/Parliament%20Watch/Legislative/National%20Parliament/Overview.php>

Au-delà de cette influence au sein des institutions du pays, les militaires bénéficient d'une suprématie juridique sur les autorités civiles. L'impunité pour les violations des droits de l'Homme prévaut et la Constitution accorde au personnel militaire et aux représentants du gouvernement l'immunité à l'encontre de toute poursuite judiciaire.

Jusqu'à ce jour, le processus de réformes lancé par le gouvernement n'a pas, en dépit de son écho, eu d'effets positifs sur la vie quotidienne des birmans. Ces derniers restent sujets à des pratiques arbitraires de la part des autorités.

Parallèlement à cette situation, et malgré les annonces de cessez-le-feu et de négociations de paix saluées par la communauté internationale, les conflits armés avec les minorités ethniques se sont intensifiés depuis que Thein Sein est Président, notamment dans les États Shan et Kachin où des trêves ont été rompues. Depuis 2011, au moins 140 affrontements ont par exemple eu lieu entre l'armée birmane et la minorité Shan et les exactions commises contre les civils Kachin sont effroyables.⁴ Malgré la situation d'urgence de centaines de milliers de réfugiés internes vivant dans des camps de fortune, le gouvernement refuse d'autoriser un libre accès de l'aide humanitaire notamment dans l'État Kachin et l'État d'Arakan

Ce contexte contraint les entreprises à collaborer avec les militaires, à alimenter les comptes bancaires de l'ancienne junte et de ses proches et à commettre directement ou indirectement des violations des droits de l'homme, sans que la population puisse bénéficier de retombées positives.

Pour en savoir plus :

- Conflit armé contre la minorité Shan : [Lire](#)
- Conflit armé contre la minorité Kachin : [Lire](#)
- Le déni des libertés fondamentales : [Lire](#)

⁴ Shan Herald, 27 novembre 2013, [Burma Army increasing patrols in resistance areas](#)

**Idée reçue
n°4**

**En Birmanie, depuis la fin de la dictature, la
corruption c'est fini !**



**La Birmanie est classée parmi les pires pays en matière de
corruption : 157ème sur 177.**

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

Tous les indicateurs économiques et sociaux placent la Birmanie parmi les pays les plus pauvres de la planète. Les problèmes économiques et la pauvreté de la population ont pour cause la mauvaise gestion économique des dirigeants militaires qui se sont succédés au pouvoir depuis les années 60. Monopoles économiques gouvernementaux, politiques commerciales inappropriées, corruption généralisée, recours au blanchiment d'argent, absence de règles juridiques et d'une justice indépendante, règles opaques, non-respect de la propriété privée ou encore absence totale de transparence et de responsabilité... Le tableau dressé est catastrophique, à l'image de la situation économique du pays.

Aujourd'hui, la Birmanie est toujours l'un des pays les plus corrompus du monde, à la fois aux niveaux national et local. Le pays est classé 157 sur 177 pays en matière de corruption, selon le dernier classement de Transparency International (2013). La Birmanie compte aussi parmi les pays les moins transparents sur le plan de la culture des affaires, et les réformes des marchés industriels et financiers sont débattues dans des infrastructures inadéquates et dans un contexte de connivence politique et économique dangereux. Avec l'ouverture du pays et les mesures mises en place par le gouvernement birman pour favoriser l'investissement étranger⁵, il est à craindre qu'aucune habitude ne change.

⁵ Exonération fiscale de cinq ans, possibilité d'investir sans partenaire local, facilités pour la création de joint-ventures, et baux de longue durée pour la location des terrains.

La soi-disant vague de privatisation annoncée en 2010 par les autorités et qui visait des pans entiers de l'industrie birmane s'est révélée être une simple vente aux enchères, permettant aux magnats de l'économie proches du régime de s'accaparer d'importants secteurs économiques : gestion des ports, distribution d'énergie...

L'économie birmane reste ainsi majoritairement dominée par les entreprises d'État et les groupes privés appartenant à des «business *cronies*», des proches de fonctionnaires haut placés au sein de l'exécutif qui contribuent au capitalisme de connivence. Ces entreprises d'État et les «*cronies*» bénéficieront déjà plus des nouveaux investissements que le commun du peuple.

Depuis la fin de la dictature, La communauté internationale salue les réformes du gouvernement birman. Si les mesures annoncées par Thein Sein sont séduisantes pour la communauté des affaires, elles ne suffiront pas, à elles seules, à guérir la Birmanie de tous ses maux. De profonds changements structurels doivent encore se matérialiser. Comme le note l'Ambassade de France à Rangoon, « *la politique économique est chaotique. Les quelques mesures d'ouverture (loi sur les zones économiques spéciales précitée pour les investisseurs étrangers, libéralisation du secteur financier) (...) ne réduisent en rien la complexité et l'imprévisibilité de l'évolution de l'environnement des affaires et des transactions internationales (...), ne suffisent à garantir un environnement des affaires stable et ne peut protéger contre l'arbitraire des autorités* ». ⁶

Outre les réformes, ce sont donc les habitudes qui doivent changer. La culture de la corruption et de l'impunité ne s'est pas envolée et en Birmanie, la triste réalité, c'est que pour faire de l'argent, il faut avoir des contacts chez les autorités locales et leurs sbires. Cela signifie évidemment être en mesure de soudoyer financièrement ces personnes.

Le secteur des hydrocarbures, les mines et le bois, comme celui de la banque et du tourisme vont être très vite assaillis de demandes de licences. L'arrivée massive d'investissements étrangers va nécessiter des terres, des infrastructures, des services publics, et la délivrance d'autorisations. D'importantes transactions financières vont être réalisées et des relations privilégiées vont se créer.

Dans le contexte actuel, tout porte à croire que la corruption, la mauvaise gestion et les déséquilibres de la politique macro-économique resteront monnaie courantes. Pire, elles risquent d'être stimulées par l'appât du gain suscité par des transactions qui se multiplient dans un environnement financier et juridique inadapté.

Pour en savoir plus :

- Les pierres précieuses : une manne pour le gouvernement et les transactions illégales ([lire](#))

⁶ Ambassade de France à Rangoon : « La situation économique de la Birmanie » <http://www.ambafrance-mm.org>

Idée reçue n°5 Avec le développement économique **en Birmanie** les conflits entre l'armée birmane et les minorités ethniques vont cesser.



Les projets industriels sont principalement implantés dans les zones ethniques. Ils contribuent à l'augmentation des conflits.

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

L'exploitation de ressources naturelles se fait essentiellement dans les régions où vivent les minorités ethniques. Depuis plus d'un demi-siècle, l'accès à ces ressources est la principale cause des conflits qui opposent les autorités militaires aux groupes armés issus de ces minorités.

Les minorités ethniques pensent que les ressources de leur région leur appartiennent alors que la Constitution adoptée en 2008, stipule que le gouvernement est le propriétaire de toutes les ressources naturelles dans le pays.

Les conséquences sont dramatiques : nombreux déplacements de populations, destruction de plus de 3700 villages depuis 1996 et la perpétration d'exactions graves, telles que des viols, des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et l'utilisation de civils comme boucliers humains.

Depuis la fin de la dictature et l'ouverture du pays aux investisseurs étrangers, plusieurs cessez-le-feu, conclus il y a de longues années, ont été rompus et les combats ont repris. Les négociations en cours pour la signature d'accords, semblent loin d'aboutir et la réconciliation nationale est impensable tant qu'un véritable dialogue politique ne sera pas concrétisé et que toutes les parties ne seront pas disposées à faire des concessions.

Dans ce contexte où exploitation des ressources naturelles rime souvent avec violences, il est primordial que l'afflux d'investisseurs européens ne contribue pas à attiser d'avantage ces tensions.

Pour en savoir plus :

- Conflit armé contre la minorité Shan : [Lire](#)
- Conflit armé contre la minorité Kachin : [Lire](#)

**Idée reçue
n°6**

**Les violations des droits de l'homme en Birmanie
n'ont rien à voir avec l'activité des entreprises !**



La militarisation accrue destinée à sécuriser les investissements étrangers favorise les violences sexuelles, les confiscations des terres, les extorsions et le travail forcé.

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

Il existe des liens directs entre développement d'infrastructures, exploitation des ressources naturelles et violations des droits de l'homme et de l'environnement, il est ainsi primordial d'alerter les entreprises internationales sur les risques qu'elles s'approprient à prendre et sur le contexte dans lequel elles envisagent de faire des affaires.

La Birmanie ne saurait être considérée simplement comme un pays où l'on peut exploiter à bas coût la main d'œuvre et piller ses ressources naturelles. Plusieurs secteurs industriels, en particulier l'extraction de ressources naturelles et les projets énergétiques, sont directement liés à la perpétration de violations des droits de l'homme et à la destruction de l'environnement. En effet, malgré les récentes réformes politiques, la Birmanie détient encore et toujours l'un des pires bilans au monde concernant les abus aux droits de l'homme.

Ces inquiétudes sont partagées par l'envoyé spécial des Nations unies, M. Quintana, qui déclarait lors de son audition devant le conseil des droits de l'Homme le 12 mars 2012 qu'« étant donné la vague de privatisations l'an dernier, l'augmentation attendue des investissements étrangers et l'ambition du gouvernement d'accélérer le développement économique, il est à craindre un accroissement des confiscations de terres, des déplacements forcés et diverses violations des droits économiques, sociaux et culturels ».

L'impunité pour les violations des droits de l'Homme prévaut à travers l'article 445 de la Constitution du 2008, qui accorde au personnel militaire et aux représentants du gouvernement l'immunité à l'encontre de toute poursuite. Lorsque les représentants de la société civile dénoncent les abus commis par les entreprises locales à travers les médias ou par les voies judiciaires, il arrive souvent qu'ils soient accusés de diffamation et menacés avec violence. Les paysans sont aussi de plus en plus persécutés ou poursuivis en justice pour avoir réclamé la terre qui leur a été confisquée.

Dans ce contexte, l'accès à un recours effectif à propos de violations de droits de l'Homme commises par des entreprises, un des piliers des Principes Directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme, continue de constituer un énorme défi.

Pour en savoir plus :

- « Total en Birmanie... » ([lire](#))
- « Les principaux risques liés aux investissements » ([lire](#))

**Idée reçue
n°7**

La construction de barrages et de gazoducs en Birmanie a facilité l'accès de la population à l'énergie.



**70% de la population birmane n'a pas un accès régulier à l'électricité
75% de l'énergie produite par les barrages hydroélectriques est exportée vers les pays voisins.**

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

En Birmanie, l'électricité alimente moins d'un tiers du pays. En 2009, selon l'Energy Information Administration (US), le pays utilisait à peine 5% de l'énergie consommée par la Thaïlande. Seule la capitale économique, Rangoun, et la seconde ville de Birmanie, Mandalay, bénéficiaient de l'électricité, pendant que le reste du pays était « *plongé dans le noir* ».

Aujourd'hui, encore 74% de la population a un accès limité à l'électricité et seulement 16% des zones rurales sont électrifiées alors que 70 % de la population est rurale⁷.

Un [rapport](#) publié par le World Economic Forum (WEF) rappelle que la consommation d'électricité par habitant est l'une des plus faibles d'Asie alors que le pays dispose d'un potentiel énergétique très important (gisements de ressources naturelles nombreux et exploitation prometteuse d'énergies renouvelables comme le solaire etc.). Il conclut que sans électricité ni système énergétique durable et fiable, le développement économique ne saura s'accélérer.

⁷ <http://www.renewableenergyworld.com/rea/news/article/2013/06/renewable-energy-in-myanmar-not-just-clean-its-necessary>

Ces dernières années, des projets d'extraction de gaz naturel et de barrages hydrauliques se sont multipliés dans le pays, mais plutôt que de profiter aux birmans, l'énergie produite est vendue aux pays voisins.

Les projets économiques se font finalement majoritairement au détriment des communautés locales puisqu'ils sont responsables de déplacements massifs de populations et de dommages irréversibles sur l'environnement menaçant les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de millions de personnes.

La militarisation accrue pour sécuriser les projets est également directement associée à l'augmentation des droits de l'homme comme les extorsions, les viols et violences sexuelles, le travail forcé et la confiscation des terres.

Plus de vingt projets de barrages hydroélectriques de grande envergure sont en cours de construction à travers le pays, et une quarantaine de blocs pétroliers et gaziers sont en phase d'exploration. Les communautés locales se mobilisent pour que l'utilisation des ressources naturelles de leur région se fasse avec leur consultation et en leur faveur, mais leur opinion n'est toujours pas entendue et de nouvelles licences seront attribuées prochainement à de nouveaux investisseurs étrangers sans exigences environnementales ni sociales, ni répartition équitable des richesses.

Pour en savoir plus :

- Articles sur les projets d'investissements en cours ([lire](#))
- [Vidéo](#) du Shwe Gas Movement – « The Source of Trouble » 2013
- [Rapport](#) du [Business & Human Rights Resource Centre](#) : “Business & human rights in Myanmar: A round-up of recent developments” – Août 2013
- [Rapport](#) du Shwe Gas Movement “Drawing the line: the case against China’s Shwe gas project, for better extractive industries in Burma” – septembre 2013

**Idée reçue
n°8**

En Birmanie, l'arrivée d'investisseurs étrangers a amélioré les conditions de vie de la population.



Les projets en cours sont à l'origine de dommages irréversibles sur l'environnement menaçant les moyens de subsistance traditionnels des communautés locales.

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

Les projets économiques se font majoritairement au détriment des communautés locales puisqu'ils sont responsables de déplacements massifs de populations et de dommages irréversibles sur l'environnement menaçant les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de millions de personnes. La militarisation accrue pour sécuriser les projets est également directement associée à l'augmentation des droits de l'homme comme les extorsions, les viols et violences sexuelles, le travail forcé et la confiscation des terres.

D'un point de vue environnemental, les forêts sont surexploitées en raison de la grande valeur commerciale du teck qui est exporté, la plupart du temps clandestinement, vers la Chine et la Thaïlande avec la complicité des autorités et des responsables locaux. La déforestation engendre des dommages irréversibles sur la faune et la flore, et l'exploitation déraisonnée des gisements de minerais et des pierres précieuses, sans aucun respect des normes internationales de protection de l'environnement, ont causé dans plusieurs régions du pays des dommages environnementaux colossaux.

Les [projets d'investissements en cours](#) ont un tel impact environnemental que les population sont parfois obligées d'abandonner leurs terres faute de pouvoir continuer à les exploiter. En effet, la pollution des terres et des eaux, le ravage des plantations, la destruction des routes fluviales et terrestres, les inondations, les explosions, la disparition de la faune et de la flore etc. sont des conséquences directes de projets d'investissements totalement irresponsables.

**Idée reçue
n°9**

**En Birmanie avec la fin de la dictature les droits
des travailleurs sont enfin respectés !**



**En Birmanie, il n'y a pas de salaire minimum. Un ouvrier gagne
en moyenne 30 US \$ par mois.**

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

La Birmanie fait rêver les entreprises et est souvent qualifiée de "*terre vierge où il y a tout à faire*". Pourtant la transition démocratique est loin d'être achevée et les risques relatifs au marché du travail sont toujours très importants pour les entreprises étrangères.

Tout d'abord, en Birmanie, la main d'œuvre est bon marché mais elle est très peu qualifiée. Le peu d'étudiants diplômés du cycle supérieur, sont souvent les enfants des officiers militaires ou des proches du régime qui sont allés étudier à l'étranger. Les conséquences sont désastreuses pour le pays : il manque de personnel qualifié dans tous les secteurs. Les ingénieurs, chercheurs, psychologues, comptables et autres métiers spécialisés ou techniques sont en nombre largement insuffisant pour les besoins actuels. Ce manque risque de se faire sentir beaucoup plus avec l'augmentation de la demande liée à l'arrivée d'entreprises étrangères. Pour les entreprises, cette situation favorise le risque de mauvaise gestion et de mauvaises conditions de sécurité et d'hygiène pour leurs salariés.

Mais surtout, le cadre juridique birman souffre de carences graves dans le domaine de la protection des droits des travailleurs et de la réglementation du secteur privé. L'absence d'une institution judiciaire indépendante et la corruption endémique constitue autant de freins à la mise en application de ces lois, dans l'un des pays les plus corrompus au monde.

De plus, la loi reconnaissant le droit de grève et la liberté syndicale des travailleurs birmans, n'est entrée en vigueur qu'au mois de mars 2012, près d'un an après son vote par le

Parlement. Le processus n'en étant qu'à ses débuts, la culture des revendications et du dialogue social n'est pas encore rentré dans les mœurs dans le pays.

En outre, malgré la Loi sur l'Organisation du Travail, les syndicalistes continuent à être menacés par les autorités et leur liberté d'association continue de se voir très limitée. Il est donc recommandé aux entreprises « *de prendre des mesures proactives pour « améliorer la liberté d'association, notamment en s'engageant auprès des syndicats ».*

Enfin, tant la Confédération Syndicale Internationale, que les Nations Unies, et l'Organisation internationale du travail (OIT) reconnaissent que le travail forcé et le travail des enfants est un phénomène qui est loin d'avoir été éradiqué en Birmanie.

Dans ce contexte, les entreprises internationales qui effectuent un audit social de leurs chaînes d'approvisionnement, y compris de leurs usines en Birmanie, pourraient difficilement vérifier si les droits des travailleurs ont été en effet respectés.

Pour en savoir plus :

- Recommandations aux entreprises investissant en Birmanie ([lire](#))
- Rapport de mission de la FIDH et Altsean-Burma : La Birmanie n'est pas prête pour des investissements respectueux des droits de l'Homme. [Lire le rapport](#)
- Rapport de la Confédération Syndicale Internationale: [Investissements et droits de l'homme en Birmanie- Propositions de la CSI](#)

**Idée reçue
n°10**

En Birmanie, lorsque le président s'engage devant la communauté internationale, il tient parole.



Le président birman s'est engagé devant les Nations Unies à instaurer une paix durable.

Depuis qu'il est président, les conflits armés se sont intensifiés et plusieurs cessez-le-feu avec les groupes armés ethniques ont été rompus.

Soutenez-nous! www.info-birmanie.org

Le président Thein Sein a promis la paix dans tout le pays. Il s'est même engagé pendant l'été 2013 à y parvenir « *dans les prochaines semaines* ». Les accords de cessez-le-feu conclus avec plusieurs groupes ethniques armés ont été salués par la communauté internationale comme l'un de ses plus grands succès. Pourtant, depuis qu'il est devenu président, les conflits se sont intensifiés ; notamment dans les états Shan et Kachin où des trêves ont été rompues. L'armée birmane y cible des civils et commet des violations des droits de l'homme qui ont déjà entraîné le déplacement de près de 150 000 personnes uniquement pour ces deux conflits.

Depuis que Thein Sein est président, plus de 250 000 personnes ont fui leurs maisons à cause des attaques et des abus des droits de l'homme. Les exactions commises dans les États Shan et Kachin sont nombreuses : viols, tortures, exécutions et détentions arbitraires, incendies criminels, tirs de mortiers sur des villages, pillages, travail forcé, passages à tabac, utilisation d'enfants soldats etc

21% du budget gouvernemental est consacré aux dépenses militaires. C'est plus de cinq fois le budget alloué à la santé, qui ne représente que 3,9% du budget total. Les annonces du gouvernement laissent à penser que les dépenses militaires diminuent, toutefois c'est leur pourcentage par rapport aux dépenses globales du gouvernement qui est en baisse, et non leur montant. Les dépenses militaires auraient même augmenté sous la présidence de Thein Sein qui n'a pas caché son ambition de se doter d'une réelle puissance militaire.

La suspension des sanctions européennes en 2012, devaient récompenser le gouvernement birman pour ses avancées démocratiques, et l'engager à redoubler d'effort pour mettre un terme aux violations des droits de l'homme et notamment aux violences sexuelles. Ces sanctions ont été définitivement levées en 2013 sans que le président birman n'ait accompli quoi que ce soit dans ce sens : le nombre de cas de viols et les violences sexuelles commis par les forces gouvernementales a augmenté depuis que Thein Sein est arrivé au pouvoir. La moitié des femmes violées par les soldats de l'armée birmane dans les États Kachin et Shan, auraient également été torturées, mutilées et tuées.

Thein Sein a même assumé sa volonté de ne pas lutter contre les violences sexuelles dans les conflits : en septembre 2013 il a refusé de signer la nouvelle Déclaration d'engagement à mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits présentée par les Nations Unies et signée par 115 pays.

La fin de l'année 2013 a de nouveau été marquée par son hypocrisie et sa mauvaise foi. Lors de sa visite en Europe en juillet, le président Thein Sein s'était engagé devant François Hollande et David Cameron à libérer tous les prisonniers politiques. Pourtant tout au long de il a continué de harceler les voix dissidentes. Il a ciblé spécifiquement les personnes s'élevant contre les violations des droits de l'homme résultant de projets industriels menés par le gouvernement birman et soutenus par des entreprises étrangères. Il a également arrêté des centaines d'individus issus des minorités ethniques pour des raisons politiques.

Le 30 décembre, le dernier jour où il aurait pu honorer son engagement, Thein Sein a ordonné la libération de tous les détenus condamnés ou en attente d'être jugé pour trahison, sédition, manifestation illégale et d'autres lois utilisées par la junte contre ses opposants. Il n'a toutefois pas précisé combien de prisonniers étaient concernés ni quand ils seraient libérés. Suite à cette déclaration, son porte parole a déclaré que la promesse du Président avait été tenue et qu' « *il n'y avait plus de prisonniers politiques* » en Birmanie. Pourtant, personne n'a eu accès à la liste des prisonniers libérés et selon l'Association pour les Prisonniers Politiques en Birmanie (AAPPB), au moins une trentaine de prisonniers politiques sont toujours derrière les barreaux. Ils seraient bien plus nombreux en réalité : un nombre inconnu de membre de la minorité Kachin est en prison et le gouvernement refuse d'inclure les Rohingyas à la liste des prisonniers politiques. Enfin, une centaine d'activistes sont toujours dans l'attente de leur procès et les premières arrestations ont déjà eu lieu en 2014.

Le fossé qui existe entre les déclarations de Thein sein et la politique de son gouvernement est de plus en plus grand. Cependant, la communauté internationale semble se baser sur des promesses plutôt que de s'intéresser à leur mise en œuvre.

Pour en savoir plus :

- Le président Thein Sein n'a pas honoré sa promesse de libérer tous les prisonniers avant la fin de l'année 2013 ([lire](#))
- Ce que dit Thein Sein – juillet 2012 - [Lire le rapport](#)
- « Les violations des droits de l'homme en Birmanie sous la Présidence de Thein Sein » – [Lire le rapport](#)
- Le fédéralisme, seul garant d'une véritable paix ([lire](#))

II- EXEMPLES DE PROJETS INDUSTRIELS AYANT UN IMPACT SUR LES DROITS DE L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

A. La Zone économique spéciale de Dawei

Un complexe industriel gigantesque

En 2008 la Birmanie et la Thaïlande ont signé un accord pour développer la zone économique spéciale de Dawei. Ce projet stratégique de développement industriel a été conçu pour être l'un des plus gros d'Asie du Sud-Est. Il prévoit la construction d'un port en eau profonde, adossé d'un complexe industriel de 250 kilomètres carrés sur la côte de la mer Andaman, au sud de la Birmanie.

Développé principalement par le géant thaïlandais Italian-Thai Development, ce complexe tentaculaire qui s'élève à 50 milliards de dollars comprendra entre autre une aciérie, une usine pétrochimique, une raffinerie pétrolière et un chantier naval. Il sera également relié à Bangkok par autoroute. La Thaïlande s'étant engagée à fournir de l'aide en matière de sécurité, d'infrastructure et de logistique.

Pour le gouvernement birman ce projet est crucial, en ce qu'il permettrait d'attirer des investisseurs étrangers, alors qu'il offrirait à la Thaïlande un accès direct vers l'Océan indien et les marchés économiques occidentaux.

Pour les populations locales, Dawei symbolise au contraire le début d'un long cauchemar. Il implique en effet le déplacement de plusieurs dizaines de milliers de résidents, la perte de leurs moyens de subsistance, de gros dégâts environnementaux et la mise en péril de l'héritage culturel des communautés locales.

Un projet inéquitable

Début 2012, le mécontentement de la population avait conduit le gouvernement à abandonner le projet de centrale à charbon de 4 000 mégawatts qui aurait été responsable de dommages environnementaux et sanitaires colossaux sur le site. Mais aujourd'hui, malgré les protestations, une quinzaine de villages vont être détruits et 20 000 résidents doivent être expulsés sans qu'ils n'aient été ni consultés, ni entendus.

Les compensations prévues ne compensent ni la perte de leur maison, ni de leurs moyens de subsistance, ni leur préjudice moral. Enfin, personne ne sait quand elles seront versées. Certains habitants ayant déjà été expulsés attendent toujours les sommes promises. En outre, le projet de Dawei a fait exploser le prix de la terre et créer des divisions au sein des communautés.

De son côté, le gouvernement thaïlandais insiste pour que le projet soit réalisé comme prévu et les promoteurs immobiliers profitent des carences légales pour subtiliser les terres des

populations locales. Une villageoise dénonce les menaces dont les populations sont victimes : « *ils ont dit que si on ne quittait pas nos terres, ils les détruiraient tout de même et qu'on aurait de gros problèmes* ». ⁸

Faute d'être consultées, les communautés essaient de s'organiser

L'Union des femmes de la région de Dawei (Tavoyan Women's Union (TWU)), a réalisé une vidéo dénonçant les abus liés à la construction du complexe de Dawei et appelle à ce que le projet soit suspendu.

L'association est notamment préoccupée par le sort des 12 000 habitants des 6 villages qui vont être expulsés très prochainement pour la mise en œuvre de la première phase du projet. Au total, 30 000 personnes appartenant à 19 villages de la région de Nebule, devront quitter leur terrain.

La population Tavoyan (de la région de Dawei), impuissante sous la dictature, s'organise aujourd'hui pour protester. Les villageois refusent de quitter leur maison et d'abandonner les terres agricoles sur lesquelles ils ont fait pousser depuis toujours des plantations de noix de cajou, de coco et de bétel, de caoutchouc ainsi que des fruits, des légumes etc. Ils ont également décidé de refuser les compensations promises en échanges de leur terre et d'empêcher les inspecteurs de mesurer leurs terrains.

« Dans le village de Mudu, on peut vivre des produits de la forêt et des récoltes de nos plantations. On ne peut pas quitter nos plantations et partir. Même si on ne peut pas avoir de revenus grâce à d'autres activités, en une journée on peut toujours gagner au moins 5000 kyats en vendant des feuilles de bétel et c'est suffisant pour nourrir ma famille. Après qu'on soit parti, qu'est-ce qu'on va manger ? L'argent qu'ils veulent nous donner ne sera pas suffisant. Ici toute ma vie, j'ai toujours eu de quoi manger, c'est pour ça que je ne veux pas partir. » ⁹

En attendant, les véhicules de construction ont commencé les travaux sans en informer les communautés. Sur leur passage, les bulldozers détruisent les routes locales, bloquant les déplacements des villageois ainsi que ceux des enfants allant à l'école.

Alors que le projet de Dawei brasse des milliards de dollars, les plaintes des villageois qui demandent la réparation des dégâts, tombent dans l'oreille de sourds, ils sont donc contraints de réparer eux même les routes, avec le peu de matériel dont ils disposent.

Parallèlement, de nouvelles routes construites pour le projet, bloquent les voies fluviales existantes et sont responsables de l'inondation et de la destruction des rizières.

8 Tavoyan Women's Union, *DDSP Project and Local Villagers' Desire*, vidéo, septembre 2013

9 Tavoyan Women's Union, *DDSP Project and Local Villagers' Desire*, septembre 2013

TWU a réalisé une vidéo sur les impacts sociaux et environnementaux massifs du projet. L'association appelle à la suspension immédiate du projet ainsi qu'à l'application du consentement libre, préalable et éclairé des populations locales pour tout projet futur.¹⁰

“Nous ne sommes pas contre le développement” a déclaré Su Su Swe, le secrétaire général de TWU, “mais le peuple de la région de Dawei devrait pouvoir prendre les décisions qui concerne son développement et ses ressources naturelles ».

Ce projet n'est pas un cas isolé, plus de vingt projets de barrages hydroélectriques de grande envergure sont en cours de construction à travers le pays, et une quarantaine de blocs pétroliers et gaziers sont en phase d'exploration. Info Birmanie appelle les entreprises à respecter le principe de « consentement libre, préalable et éclairé » (CLIP) des communautés, avant tous projet d'investissement en Birmanie.

Pour en savoir plus :

- Sur le consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) : [article](#) d'Info Birmanie
- Sur la [vidéo](#) de TWU (version anglaise)

B. Le projet Shwe Gas

Un projet d'extraction pharaonique

Le projet gazier « Shwe Gas », qui a été mis partiellement en service en juillet 2013, établit de dangereux précédents et entraîne des violations des droits de l'homme, notamment des confiscations des terres, de mauvaises conditions de travail, des atteintes à l'environnement, et l'exacerbation des tensions avec les minorités ethniques.

C'est pourquoi de nombreuses voix s'élèvent pour en demander la suspension tant que ces problèmes fondamentaux ne sont pas résolus et que le gouvernement n'ouvre pas la voie à des investissements responsables dans le futur.

Le projet comprend aujourd'hui un port en eau profonde et 800 km de pipelines qui traversent la Birmanie jusqu'en Chine afin de couvrir ses besoins énergétiques : un gazoduc et un oléoduc acheminant du gaz naturel pompé à l'ouest de la Birmanie, et du pétrole brut venant du Moyen-Orient et de l'Afrique, à destination de la Province du Yunnan.

Le projet est une joint-venture entre le groupe étatique birman très controversé, la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE)¹¹ et l'entreprise pétrolière nationale chinoise, la China National Petroleum Corporation (CNPC).

L'entreprise sud-coréenne Daewoo International, a commencé à explorer les côtes birmanes à partir de 2000. En 2004, elle a découvert une grande quantité de gaz naturel dans le Golfe

10 Tavoyan Women's Union video: [Tavoyan women expose abuses linked to Dawei Deep Sea Port, call for project to be suspended](#), 26 septembre 2013

¹¹ La MOGE conclut des accords de joint-venture avec les groupes étrangers dans le domaine de l'énergie. Elle est considérée comme la vache à lait du régime birman.

du Bengale et a signé un accord avec la CNPC. Celle-ci s'occupe maintenant de la vente et du transport des ressources. D'autres entreprises sud-coréennes chinoises et indiennes se sont associées au projet.

Lorsque la construction du projet a commencé en 2009, les populations espéraient, comme le promettaient les entreprises, qu'il y aurait un impact positif sur l'emploi, les infrastructures, l'éducation, la santé etc. Ces espoirs ont vite été déçus.

Le projet qui devrait rapporter 1,8 milliard de dollar US à la Birmanie chaque année, et près de 54 milliard sur 30 ans s'appuie sur un système de répartition des bénéfices totalement injuste, qui met de côté les communautés locales et qui est à l'origine d'impacts sociaux, économiques et environnementaux importants. La menace et le rejet qu'il représente pour les communautés locales risque d'affecter l'ensemble des projets des investisseurs étrangers à moins qu'un cadre réglementaire incluant les mécanismes de partage des bénéfices et une politique fédérale soit mis en place.

Des conséquences dévastatrices

De nombreux rapports montrent que la construction des pipelines du projet Shwe gas est responsable de violations des droits de l'homme massives : déplacements forcés, travail forcé, discrimination, meurtres violences sexuelles et autres formes de violences.¹²

En outre, le Shwe Gas Movement, organisation de défense des droits de l'homme et de la justice environnementale, a publié un rapport qui révèle des faiblesses criantes dans le cadre juridique birman en ce qui concerne les industries extractives, entraînant des violations des droits de l'homme, des dommages environnementaux et une mauvaise répartition des revenus.

Dans un rapport intitulé « Bonne gouvernance et industrie extractive en Birmanie » (Good Governance and the Extractive Industry in Burma), le groupe examine les lois et les conventions actuellement en vigueur, mesurant les manquements aux normes internationales de la Birmanie. Le rapport montre des lacunes importantes dans les domaines de la conservation de l'environnement, les droits humains, la transparence des recettes et la gestion des ressources naturelles. Le rapport suggère en outre que les nouveaux investissements devraient être interrompu jusqu'à ce que ces lacunes en matière de gouvernance sont réparées.

¹² ERI Photo essay: Selected impacts of the Shwe natural gas & Myanmar-China oil transport projects <http://www.earthrights.org/multimedia/essay/photo-essay-selected-impacts-shwe-natural-gas-myanmar-china-oil-transport-projects>; Northern Shan Farmers' Committee (NSFC) Shan farmers oppose the Shwe pipelines <http://business-humanrights.org/media/shan-pipeline-april-2013.pdf>

Pour en savoir plus :

[Shwe gaz: un projet pharaonique aux conséquences dévastatrices](#)

[Vidéo](#) du Shwe Gas Movement – « The Source of Trouble » 2013

[Rapport](#) du *Business & Human Rights Resource Centre* : “Business & human rights in Myanmar: A round-up of recent developments” – Août 2013

[Rapport](#) du Shwe Gas Movement “Drawing the line: the case against China’s Shwe gas project, for better extractive industries in Burma” – septembre 2013

[Site](#) du Shwe Gas Movement

C. La mine de Monywa

Letpadaung, Sa Bal et Kyae Sin étaient les 3 montagnes principales de la division de Sagaing qui en compte 33. Riches en cuivre, elles font l’objet d’attentions particulières de la part du gouvernement birman, des pays voisins et des entreprises d’extraction minière depuis quelques années et au détriment des paysans et villageois vivant sur place.

Ce vif intérêt à eu des conséquences rapides : la montagne Sa bal a déjà totalement disparue et Kyae Sin, n’est plus qu’une colline fréquentée par les camions, où la végétation a laissé place à la poussière. Exploitée depuis 2010, Letpadaung s’est vu amputée d’une partie de son flanc et a été le théâtre de multiples violations des droits de l’homme, notamment des confiscations de terres massives.

La mine de Monywa illustre le désastre écologique des projets d’extraction minière, l’impact économique et social sur les communautés locales et enfin la répression brutale des manifestations pacifiques.

Ce projet massif est mené par l’entreprise chinoise Wan Bao et le conglomérat militaire birman UMEHL (Union of Myanmar Economic Holdings Ltd, aussi connue sous le nom de U Pai) en collaboration avec le gouvernement birman qui reçoit 51% des profits de l’activité. Des milliers de personnes vivant autour de la montagne ont déjà quitté la zone et 26 villages restent encore sur la liste des « zones à évacuer ».

Les compensations proposées aux paysans pour qu’ils quittent les terres sur lesquelles ils travaillent depuis des générations ne leur permettent pas de changer de vie et les terrains qu’on leur propose en échange sont difficilement exploitables. Depuis toujours, travailler la terre est leur métier, leur seule source de revenu et leur moyen de subsistance. Ce mode de vie traditionnel leur convient et il ne souhaite pas le changer. Bien que les entreprises se soient engagées à créer des emplois, les paysans n’y croient pas et les salaires proposés seraient insuffisants pour leur garantir un même niveau de vie. La majorité des paysans refusent donc toujours les compensations qui les condamnent à un avenir incertain et risqué.

Des manifestations sévèrement réprimées

Sans alternatives viables, les villageois, rejoints plus tard par les militants de Rangoun et les moines bouddhistes, ont organisés des manifestations dès 2012. Mais fidèles à leurs

habitudes, les autorités ont eu recours à de vieilles méthodes violentes pour mettre un terme au mouvement de protestation qui s'amplifiait. La police anti-émeute a attaqué des camps des manifestants situés autour de la mine de Letpadaung, utilisant des canons à eau et des bombes fumigènes contenant du phosphore. Les gaz projetés contre les manifestants et les feux qui se sont répandus dans les camps ont brûlés les militants. Une centaine de blessés – majoritairement des moines – ont dû chercher des soins médicaux dans des hôpitaux de fortune.

Cette violence ainsi que les nombreuses arrestations arbitraires et le harcèlement dont ont été victimes les militants contre la mine depuis que l'opposition au projet a débuté attestent que les réformes en Birmanie ne sont que superficielles. Le chemin est encore long pour que la liberté d'expression, de réunion et d'association, les droits fonciers et la primauté du droit soient respectés en Birmanie.

Un désastre écologique

Malgré les incidents de 2012, le projet continue. Chaque jour l'activité des camions s'intensifie et se rapproche des villages de Letpadaung provoquant bruit et poussière. Les conséquences écologiques se font de plus en plus sentir :

- l'acide qui est utilisé pour séparer le cuivre de la pierre, s'infiltré dans la terre et les pluies (particulièrement pendant la saison des pluies) le propagent dans les sols. Les cultures sont contaminées et certaines terres ne sont déjà plus cultivables.
- L'utilisation de produits chimiques pollue l'eau, l'air et la terre. Cela affecte directement la santé des villageois. Des problèmes respiratoires, des tumeurs et d'autres problèmes de santé ont été détectés sur un grand nombre de villageois, sans qu'aucune mesure de dépistage n'ait été mise en place, ni aucun soin apporté.
- Les dynamites, utilisées presque quotidiennement, font trembler la terre et brisent les puits des fermes agricoles (presque tous ceux du village ont ainsi été détruits). Sans puits, l'accès à l'eau notamment pendant la saison sèche se complexifie et restreint l'irrigation des cultures.
- Les bulldozers qui travaillent sur la montagne de Letpadaung, traversent les terres des paysans, endommageant leur terrain et détruisant leurs récoltes.
- Le découpage des montagnes au bulldozer est responsable de la déforestation et de la destruction de la faune et de la flore locale.

La stratégie des autorités : harceler et diviser pour mieux régner

Les autorités locales rendent régulièrement visite aux villageois afin de maintenir la pression. Elles leur rappellent systématiquement que le projet d'extraction minière ne sera jamais abandonné et que s'ils n'acceptent pas les compensations prévues contre leur terres, l'argent sera utilisé pour le développement du projet minier ; le message est sans équivoque : quoi qu'il advienne, ils seront chassés de leur village et de leurs terres. Pour les pousser à bout, les autorités vont même jusqu'à restreindre l'accès des villageois à l'éducation et à la religion: dans le village de Watt Hmey, elles ont fermées de force le monastère et l'école du village et ont interdit aux enfants d'aller à l'école dans les villages voisins.

Ces derniers mois, la pression s'est accentuée. En novembre, des clôtures ont été installées autour des terres de paysans qui n'avaient pourtant pas signé d'accord ni accepté de compensations. Malgré leurs protestations elles n'ont pas été retirées et ils ont reçu l'ordre de quitter leurs maisons. 26 villages sont concernés et qualifiés d' « illégaux ». Cela signifie qu'à tout moment les autorités peuvent venir prendre par la force les maisons et les terres des familles restantes.

Les communautés n'ont jamais eu de contacts directs avec les entreprises qui gèrent les mines de cuivre de la région de Letpadaung. Celles-ci ne se sont jamais donner la peine de les consulter. Tout passe par l'intermédiaire des autorités locales et les leurs pressions portent leur fruits: des centaines de familles ont déjà quittés leurs terres et des tensions se sont créées entre les villageois.

Le projet doit être suspendu afin qu'il y ait une évaluation approfondie de ses impacts sur les communautés locales et sur l'environnement, que des mesures soient mises en place pour limiter les impacts environnementaux futurs, qu'une compensation financière soit versée pour les dommages déjà subis et que de nouvelles terres exploitables soient attribuées aux paysans dont les terres ont déjà été confisquées.

Pour en savoir plus :

- [Lire l'article](#): Les paysans : les grands perdants d'une Birmanie en transition
- [Explorer la Galerie de photos](#): Letpadaung, ses villageois, ses richesses et sa mine de cuivre
- [Lire le communiqué de presse](#) d'info Birmanie du 30 novembre 2012 : « *Les organisations de la société civile et les groupes communautaires condamnent la répression violente des protestations contre la mine de cuivre de Letpadaung en Birmanie* »
- Regarder la [vidéo](#) de la DVB sur la protestation en cours (octobre 2013)

D. Total et le gazoduc de Yadana

La compagnie française Total, l'entreprise américaine Chevron et la compagnie thaïlandaise PTT Exploration & Production (PTTEP) ont conclu au début des années 90 un partenariat avec la compagnie d'État birmane Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE) afin de mettre

sur pied un des projets les plus controversés connus à ce jour: le "projet gazier Yadana". Yadana, qui signifie "trésor" en birman, est le nom donné au pipe-line de 60 km de long qui transporte jusqu'à la Thaïlande du gaz naturel extrait par une plate-forme située au sud des côtes birmanes. Le pipe-line traverse le sud-est de la Birmanie, région à l'environnement fragile qui est contrôlée et administrée traditionnellement par des communautés Karen, Mon et Tavoyan. La plus grande part du gaz extrait est achetée par l'autorité pétrolière thaïlandaise (PTT); en réalité seule une faible partie du gaz et des revenus qu'il génère est utilisée au profit du peuple birman, ou est destinée à améliorer la sécurité énergétique du pays.

Dans un rapport datant de 2010, Earth Rights International (ERI)¹³ a ainsi calculé que sur une période s'étalant de 1998 à 2009, le projet Yadana aurait généré un total de plus de 9 milliards de dollars, dont plus de la moitié, soit environ 4,6 milliards de dollars, aurait été directement récupéré par le régime militaire birman et placé à Singapour, et auraient notamment permis à la junte militaire l'acquisition illicite de technologie nucléaire ou de missiles balistiques.¹⁴

Le peuple birman, quant à lui, ramasse les miettes. Les revenus issus de la vente du gaz Yadana constituent un soutien financier de première importance au régime militaire, et génèrent des conséquences négatives en cascade qui affectent le pays tout entier. Alors que les militaires birmans entassent des milliards de dollars sur des comptes privés à Singapour, les dépenses sociales demeurent parmi les plus basses d'Asie : pour l'année fiscale 2011-2012 les dépenses militaires représenteraient 14,4% budget total alors que les montants alloués à l'éducation et à la santé ne représenteraient conjointement que 7,5% des dépenses de l'État (4,7% pour l'éducation et 2,8% pour la santé), ce qui est loin d'être à la hauteur des besoins colossaux dans ces deux domaines, et de l'investissement essentiel au « développement économique et social » auquel le Président Thein Sein avait promis de se consacrer.

La population birmane est doublement victime : elle s'enfoncé d'année en année dans une pauvreté matérielle et sociale toujours plus profonde, tout en étant massivement spoliée des ressources naturelles nationales.

Atteintes aux droits de l'homme

D'après des investigations menées dans la région par Earth Rights, la construction, l'entretien et l'exploitation du gazoduc de Yadana est opérée sous l'escorte de l'armée, dont

la présence a entraîné de graves violations des droits humains à l'encontre des ethnies locales, ainsi que des dommages environnementaux conséquents. L'ONG a compilé dans plusieurs rapports, dont deux parus en 2009¹⁵ de nombreux cas de violations des droits humains et environnementaux, solidement documentés, dont les ethnies de la région ont été victimes. Selon ces rapports, le projet Yadana est directement à l'origine de ces violations. En parallèle, des violations des droits de l'homme auraient été commises par les

forces de sécurité du gazoduc à l'encontre de villageois locaux, sous la forme d'exécutions sommaires, de travail forcé, ou encore d'expropriations de terres sans compensations.

En dépit des efforts de Total en vue d'améliorer le niveau de vie des populations locales à travers un programme d'assistance socio-économique, le projet Yadana est devenu le symbole d'un modèle de développement qui, bien loin d'améliorer le sort des plus défavorisés, devient la source des abus dont ils sont victimes, et contribue à la survie et au maintien d'un régime autoritaire qui menace à présent, avec ses ambitions nucléaires, de modifier l'équilibre stratégique de la région.

¹³ Earth Rights International "Energy Insecurity" Juillet 2010

¹⁴ Voir l'enquête menée par Democratic Voice of Burma : <http://www.dvb.no/news/expert-says-burma-%E2%80%98planning-nuclear-bomb%E2%80%99/9527>

¹⁵ Earth Rights International : "Total Impact" et "Getting It Wrong" Septembre 2009

Réaction du gouvernement français :

Le gouvernement français ne s'est jamais opposé aux activités irresponsables de TOTAL en Birmanie. Suite à une mission sur place, l'ex-ministre de la santé et fondateur de Médecins sans frontières, Bernard Kouchner, a même signé un document de dix-neuf pages, qui reprenait largement l'argumentaire de la compagnie pétrolière où il niait toute accusation de « travail forcé », malgré les témoignages. Il a déclaré en 2011: « *Fallait-il répondre aux appels d'offre et installer ce gazoduc en Birmanie ? Je le crois* ».

CONCLUSION

Il est crucial que toute nouvelle entreprise investissant en Birmanie soutienne le développement économique et social de la nation à long terme. Cela ne peut se faire uniquement dans le respect des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et en prenant en compte les impératifs de transparence et de responsabilité.

Compte tenu du niveau de corruption généralisé et d'un piètre bilan en matière de droits de l'homme il est essentiel de veiller à ce que les nouveaux échanges et investissements ne contribuent pas aux problèmes du pays, comme le travail forcé.

Aung San Suu Kyi a clairement exprimé la position du camp démocrate au sujet des investissements étrangers en Birmanie, mettant l'accent sur la nécessité de transparence et de responsabilité de ces investissements. Elle souligne que ces investissements doivent avant tout bénéficier à la population birmane, notamment en favorisant la création d'emploi et le respect de l'environnement. *« Je voudrais demander à ceux qui investissent en Birmanie ou qui le feront à l'avenir de mettre au premier plan le respect de la loi, des facteurs sociaux et environnementaux, les droits des travailleurs, la création d'emploi et la promotion des compétences technologiques ».*

Il s'agit d'être vigilant et de mettre en garde nos entreprises pour qu'elles ne contribuent pas à diffuser l'idée tout va bien en Birmanie et que le moment est opportun pour y investir !

Aucune loi internationale ne contraint les entreprises européennes qui développent des activités en dehors du territoire européen à suivre les règles et principes de fonctionnement de leur pays d'origine. C'est pourquoi les entreprises désireuses d'investir en Birmanie doivent s'appuyer sur les instruments existants tels que les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales.

Il incombe ainsi aux entreprises d'agir de façon responsable, de réduire les risques, d'éviter toute complicité dans les violations des droits de l'homme, et d'être un moteur pour la mise en place de bonnes pratiques. Il faut pour cela que les entreprises aillent au-delà des lois établies à la fois par leur pays d'origine ainsi que les lois birmanes. Les entreprises françaises devraient montrer l'exemple pour que les bonnes pratiques constituent désormais une base pour tous.